N°68 ▪ Vendredi 4 avril 2025

cerises la coopérative

FAIRE UN DON DÉFISCALISÉ À CERISES

Humeur de Cerises

181 millions d'entrées ont été recensées par le CNC (centre national du Cinéma) dans les salles françaises en 2024. Un record depuis le COVID. Malgré le piratage et le « streaming ».

La 1ère ministre irlandaise Michelle O'Neill n'a pas participé aux événements de la Maison Blanche, et ne s'y rendra pas pour la Saint Patrick (17 mars), pour protester contre le plan de Trump, qui veut déporter les habitants/es de Gaza.

Agenda militant

8 avril

Le CNAJEP invite à participer à un colloque intitulé Pour un XXIème siècle émancipateur et fraternel : l'éducation populaire au cœur des politiques publiques !
de 18h à 20h (arrivée à partir de 17h30)
Salle Colbert, 126 rue de l'Université, 75007 Paris
Inscription obligatoire

10 avril

La prochaine réunion publique sur le projet de Manifeste pour la démocratie au travail des Ateliers Travail et Démocratie, concernera le chapitre 4 (Comment démocratiser ? présentation de Damien Cru et Corinne Savart-Debergue) le jeudi 10 avril de 18h à 20 h (lieu à venir)

24 mai

Montée au mur des fédérés : rendez-vous à partir de 10h, Place des fêtes (19ème arrondissement) pour quelques heures de fête et de discussions, avant de partir en cortège à 14h30 pour nous rendre au cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux – Paris 20e – métro Gambetta.

Plus que jamais la paix !

Jamais et nulle part on a eu la paix en préparant la guerre. La paix est le préalable à la liberté, à l'égalité, à l'émancipation de chacun/e et au bonheur collectif. Avoir la paix c'est vouloir la paix, et en préparer les conditions.

La France et l'Europe viennent de choisir la voie de l'escalade militariste. Diktats américains, bellicisme russe et hégémonisme chinois œuvrent à une nouvelle ère de vassalisation des peuples. L'offensive américaine contre le droit et les traités internationaux veut imposer leur ordre marchand dans le désordre néolibéral mondial. Trump2 veut mettre l'Europe à genou en la précipitant dans la course aux armements. Celle-ci au service des multinationales vient nous jeter tout droit dans le piège.

Alors que le parlement a déjà voté un budget d'hyper-austérité, la militarisation de l'économie va aggraver une casse sociale sans précédent au lieu de répondre aux urgences sociales (santé, éducation, recherche, énergie, transports, logement, culture…) : une accélération éco-suicidaire obérant l'impérative bifurcation écologique face au dérèglement climatique, une attaque frontale contre les droits conquis, et contre la démocratie elle-même comme possibilité d'une maîtrise de leurs destins par les peuples. C'est aussi par la peur pousser aux réflexes grégaires et neutraliser le mouvement social. C'est asseoir le règne des dominations et de l'arbitraire.

Face aux graves menaces qui sont réelles, aucune politique de forteresse ne tiendra. Une sécurité européenne durable appelle une véritable révolution politique :

- une réinvention commune de la démocratie comme le pouvoir concret des peuples en renforçant, partout, tous les droits indispensables à une vie digne,

- une défense partagée contre tous les dangers (militaires, terroristes, cyberattaques, fake-news...) par des mobilisations populaires et solidaires inédites,

- une renonciation unilatérale à l'usage en premier des armes de destruction massives (nucléaires, bactériologiques et chimiques) et une mobilisation internationale pour leur interdiction totale car il n'y a pas de peuples ennemis,

- une offensive diplomatique et géopolitique, pour des coopérations économiques et politiques, écologiques et sociales avec l'ensemble du monde menacé car il n'y a de sécurité que collective face aux dangers des autoritarismes militaires et des risques écocidaires.

● **Le comité de rédaction**

A69, Victoire inattendue !

Le jeudi 27 février le tribunal administratif de Toulouse a jugé le chantier de l'Autoroute A69 et affirme que celui-ci n'est pas un projet « d'intérêt général » ! En annulant l'autorisation environnementale du chantier le tribunal a secoué l'État, les médias et les élu.es qui soutiennent le projet, créant une vague d'indignation et un appel de cette décision par le gouvernement macroniste. C'est simple, ces dominants ne se voyaient pas perdre dans cette lutte et n'avaient tout bonnement jamais envisagé l'arrêt du chantier.
Depuis le début des travaux en 2023 nous assistons à un déploiement de force d'une intensité rare de la part des constructeurs et décideurs politiques voulant cette autoroute, le maître mot a toujours été le passage en force.
Il est triste de voir que la région Occitanie et sa présidente Carole Delga font partie de ces dynamiques impropres à un parti politique dit de « gauche ». Le Parti Socialiste a encore une fois montré qu'il valait mieux se conforter dans un système de domination qui ignore les demandes de la population locale et réprime toute forme de contestation.
Ce jugement a eu lieu en grande partie grâce à Mona Rousseau, rapporteuse publique ayant par deux fois demandé l'annulation totale de ce projet frauduleux et écocide.
Au vu de l'appel fait par le gouvernement, le dénouement final de cette affaire n'est pas encore connu mais c'est déjà une immense victoire que d'avoir mis à l'arrêt le chantier et la MAFIA69.
Je dois dire que cette décision est une grande note d'espoir car c'est la première victoire majeure que je vis depuis que j'ai commencé le militantisme !
Et je ne suis pas seul dans le cas, autour de moi peu de jeunes ont eu gain de causes dans leurs luttes passées…
Je veux préciser que peu de zadistes croyaient à cette victoire juridique, nous avions perdu confiance et ne voulions pas nous faire d'énième faux espoirs avant le procès.
Cette victoire nous montre l'importance de ne pas baisser les bras face au grand capital, à la gourmandise de certaines entreprises et aux personnalités politiques qui ne savent pas faire face à leurs propres défaites.
Les terroristes ne sont pas écolos et nous avons ici prouvé que le sens peut l'emporter face au pouvoir !

● **Corto**

Le révisionnisme sort ses griffes… il n'y a que la vérité qui fâche !

Signe des temps délétères les révisionnistes attaquent maintenant leurs critiques !

Trois auteurs dont un universitaire, publient un pamphlet Histoire d'une falsification. Vichy et la Shoah dans l'histoire officielle et le discours commémoratif. Michèle Riot-Sarcey, historienne, professeur émérite à Paris-8, dont l'œuvre et la vie témoignent d'un engagement sans concession pour la liberté et l'émancipation, est cofondatrice du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire. Elle publie une critique sur le site du Comité dénonçant, sur la base d'autres publications scientifiques, une nouvelle tentative pour justifier les vieilles thèses minorant l'antisémitisme de Vichy et son rôle dans la déportation. Pétain et Bousquet sauveurs des Juifs est une antienne de E. Zemmour, poursuivi, relaxé et en attente de la saisie de la Cour de cassation. Mais qui se sent gêné se mouche ! Elle et Natacha Coquery, professeur d'histoire à Lyon-2 et présidente du Comité, sont attaquées en diffamation. La face présentable de l'extrême droite ne se limite plus à dénoncer dans d'obscures officines «la police de pensée» de celles et ceux qui défendent une vérité historique sans équivoque maintes preuves irréfutables à l'appui. Sous couvert de travaux académiques elle veut avoir le droit de remettre en cause la « fausse histoire officielle «. Portées par leur prolifération et médiatisation à l'heure de la post-vérité, les idéologies nauséabondes se sentent pousser des ailes et passent à l'offensive juridique. Opération risquée mais hautement pesée de normalisation : après les sphères politiques et médiatiques sonder l'éventuelle contamination de la sphère juridique !!! A l'heure où malheureusement « le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde « (B Brecht) ce harcèlement vise à créer le buzz et épuiser la riposte. Le procès est fixé pour le 16 octobre. Nous apportons notre soutien le plus résolu et le plus chaleureux à Michèle et à Natacha.

● **Le comité de rédaction**

Serbie : un nouveau front étudiants-travailleurs

Après la manifestation historique à Belgrade le 15 mars dernier, contre la corruption, qui a réuni 107 000 personnes (sur 1,3 million d'habitants dans la capitale), point culminant de la contestation emmenée par le mouvement étudiant depuis décembre dernier, la fièvre des assemblées générales ou plenum gagne le pays. Les étudiants/es ont appelé les citoyens/nes à commencer à organiser des assemblées populaires. Dans une déclaration ils et elles expliquent « Tout ce que nous, les étudiants/es, avons accompli jusqu'à présent est le fruit de l'auto-organisation selon les principes de la démocratie directe ... [mais] les étudiants/es ne sont pas, ne veulent pas et ne peuvent pas être le reflet de la volonté générale. Les réponses aux questions étatiques et sociales les plus générales... ne doivent donc pas reposer uniquement sur nos épaules. Tous les citoyens/nes [sont] détenteurs irrévocables de la souveraineté... Nous vous exhortons donc à vous organiser de manière indépendante selon le modèle de la démocratie directe, par l'intermédiaire de l'organe de l'assemblée citoyenne ».

Appel entendu comme à Rakovica (2 600 habitants) où, comme les citoyens n'avaient aucune expérience des plénums auparavant, ils ont fait appel aux étudiants/es. Environ 400 personnes se sont rassemblées où a été discutée l'organisation de blocus. D'autres assemblées se tiennent partout ailleurs en Serbie. Mais ce mois de mars a surtout vu l'élargissement de la contestation au camp ouvrier. Le 22 mars (!) à l'invitation des étudiants/es, une réunion a été organisée à la Faculté de philosophie de Belgrade, à laquelle ont participé les représentants/es des cinq plus grandes centrales syndicales de Serbie. La réunion s'est terminée par la signature d'un accord selon lequel, les syndicats travailleront sur des propositions spécifiques et l'harmonisation des revendications syndicales, et les réunions se tiendront à la Faculté de droit de Belgrade. L'agitation a gagné depuis la Macédoine du Nord où le dramatique incendie d'une discothèque qui a fait 59 morts à Kocani, un rassemblement a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Suivant l'exemple serbe, les étudiants/es appellent à des assemblées générales. Une nouvelle organisation étudiante NSS-UKIM a été fondée et explique « Ce sont nos facultés donc c'est notre droit de décider. Le NSS-UKIM a été créé pour répondre au besoin des étudiants d'avoir leur propre organisme indépendant pour pouvoir s'autoorganiser ».

Ajoutons à ce tableau un boycott croate contre les chaînes de supermarchés d'Europe occidentale qui pratiquent des prix exorbitants, ce qui a rapidement inspiré les consommateurs/trices en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, en Macédoine du Nord, en Serbie et au Kosovo qui ont rejoint la protestation et exigent la justice économique et des prix équitables. Le 19 février, la Fédération générale des consommateurs de Grèce (INKA) a mené une grève complète des dépenses alimentaires pour une journée. Alors que ce mouvement prend de l'ampleur, il est évident qu'un éveil collectif est en cours dans la région.

● **Patrick Le Tréhondat**

NOUVEAU MONDE, NOUVEAUX DÉFIS

De quoi l'arrivée de Trump au pouvoir est-elle le nom ?

S'agit-il d'une rupture dans le développement du système capitaliste ? Le néolibéralisme entre-t-il dans une phase de déclin ?

La montée des forces réactionnaires dans le monde est-elle un signe de force des classes dominantes ?

Les mouvements d'émancipation ont-ils pris la mesure de cette évolution ?

Quels sont les défis à relever pour sortir de la sidération et construire l'alternative ?

RECONFIGURATIONS ?

Depuis une quarantaine d'années, notre compréhension du capitalisme était « stabilisée » avec l'analyse de ce qu'il avait été convenu d'appeler le néo-libéralisme. Ouverte avec l'accession de Reagan et Thatcher, cette période a été marquée par une politique dite de « dérégulation » tout en prenant soin de conserver certains attributs régaliens à l'État et dans le respect du fonctionnement de règles fondamentales de la démocratie représentative telles que les classes dominantes l'entendaient.

Le capitalisme a correspondu à l'accaparement de la révolution industrielle. Puis confronté aux conséquences de la révolution des connaissances et notamment numériques, il s'est réfugié dans une fuite en avant néolibérale. Aujourd'hui il arrive au bout de ses capacités d'adaptation et cherche à rompre avec ce qui est trop contraignant pour le système.

L'arrivée de Trump au pouvoir signe cette rupture. Il ne s'agit pas de la déraison d'un apprenti dictateur. Une nouvelle cohorte d'intellectuels organiques a pensé cette contre-révolution notamment à travers le Projet 2025. Elle s'inscrit dans une course vers l'autocratie : Xi Jinping (Chine), Modi (Inde), Poutine (Russie)... et dans un monde en désordre où les États-Unis semblaient à la peine pour rétablir un semblant d'« ordre impérial ».

Les outils idéologiques néo-libéraux étaient épuisés, et « hors d'usage » alors que les forces progressistes n'arrivent pas à offrir une alternative cohérente.

La « contre-révolution trumpiste » (précédée par Miléi en Argentine) ouvre une nouvelle voie qui combine un populisme fiévreux (nouvelle forme d'hégémonie sur les couches subalternes) et une déconstruction féroce de l'État pour laisser la conduite de l'« administration des choses » directement à des oligarchies, dans le sens où Le Capital ne délègue plus à un personnel politique particulier la défense de ses intérêts mais s'en occupe lui-même sans intermédiaire. Une sorte de « féodalité capitaliste où des « lumpen capitalistes » « sans foi, ni loi » s'emparent du pouvoir.

Les premières semaines du pouvoir Trump sont éclairantes à cet égard.

Dans cette nouvelle période, de nombreux enjeux nous sautent au visage. Pour en débattre nous avons sollicité dans un premier temps des contributions écrites que vous pouvez retrouver sur le site. Dans un deuxième temps nous avons organisé une visioconférence pour animer de manière plus interactive les échanges. Nous en avons extrait les passages les plus significatifs. Remercions ici vivement Dominique Belougne, Alain Bihr, Bernadette Bouchard, Jean-Paul Bruckert, Nara Cladera, Christophe Courtin, Jean-Marie Harribey, Jean-Blaise Lazare[1] pour leur participation à ce débat avec l'équipe de rédaction.
Bonne lecture.

● **La rédaction**

1. Géopolitique du libertarianisme

UN NOUVEAU STADE DE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME ?

L'EFFONDREMENT DES MODÈLES DE RÉGULATION : LA FIN DU COMPROMIS CAPITAL/TRAVAIL DE L'APRÈS-GUERRE

Avant de réussir à sortir de la sidération de l'arrivée de Trump au pouvoir, peut-être, comme le propose **Makan Rafatdjou** dans l'édito du numéro 66 de *Cerises*, « par la puissance des peuples », il semble nécessaire de porter un regard historique et circonstancié sur l'évolution du système capitaliste.

« Hier, dit **Pierre Zarka**, le capitalisme était à sa manière porteur de développement industriel, avec ce que ça supposait en travail, qualification, instruction, santé suffisante, consommation pour vendre, avec les abus qu'on a connus ». **Josiane Zarka** ajoute que le capitalisme de l'époque avait permis certaines avancées parce qu'il était tourné vers la production de biens et de services et qu'il trouvait son intérêt dans le développement et l'exploitation du travail salarié. Ce n'est pas qu'il était gentil, mais il avait un plus grand intérêt à avoir des travailleurs en bonne santé, ou des travailleurs éduqués que maintenant, où il est dans la spéculation ou la délocalisation. ».

Un imaginaire autour des « Trente Glorieuses » a d'une certaine façon, « anesthésié la démocratie ».

Parmi les acquis, **Alain Lacombe** note « la sécurité sociale, les impôts progressifs » (« certes, c'était le programme de la résistance, mais tous les acquis, c'était déjà du déjà-là, y compris politique qu'on n'a pas défendu comme tel »). **Sylvie Larue** ajoute à ce début de liste : «… les questions d'éducation, ou l'investissement dans l'éducation, avec de plus en plus d'enfants à l'école, avec le collège unique, avec 80% d'une classe d'âge au bac, avec l'accès à l'enseignement supérieur. C'est quand-même un des acquis importants. Et ce que disait Pierre, c'est que l'accès d'un plus grand nombre à un plus haut niveau de culture a conduit aussi maintenant à des exigences de démocratie plus fortes. Donc ça, c'est fondamental. »

Selon **Makan Rafatdjou**, toutefois, un imaginaire autour des « Trente Glorieuses » a d'une certaine façon, « anesthésié la démocratie ». « Moi, je suis de plus en plus persuadé que la fameuse période qu'on appelle de moins en moins les Trente Glorieuses, et dont je pense de plus en plus qu'elles sont « les trente désastreuses », et pas seulement au point de vue écologique, j'y reviendrai, ça a vraiment été une toute petite parenthèse dans l'histoire du capitalisme. Mais néanmoins, cette période-là a colonisé nos imaginaires sur la longue durée ». « Je suis de moins en moins persuadé, ajoute-t-il, qu'y compris à d'autres époques, le Capitalisme ait pu faire du développement. C'est-à-dire que quand on porte un regard rétroactif, bien-sûr qu'il y a eu un développement, mais un type de développement qu'il voulait. Je prends l'exemple de la façon dont on a fait territoire en France pendant les Trente Glorieuses. Oui, on a construit des logements sociaux. Et oui, il fallait le faire. Mais comment on l'a fait ? Avec quel désastre territorial ? Les centres commerciaux, l'aménagement du territoire, les métropolisations. Et ça, en plus, ce sont des choses durables, qu'on ne peut pas remettre en cause. Donc, moi, je suis de moins en moins persuadé, y compris à l'époque de Marx lui-même – je ne dis pas qu'il ne fait que du négatif, mais je suis persuadé que quand il fait du positif, il le fait à l'aune et à l'image de ce qu'il souhaite faire. » Le Capital a « toujours eu cette capacité d'être réactif, y compris par la force, par la répression, etc., mais surtout d'être proactif. C'est à dire d'anticiper les changements qu'il voulait. »

S'il y a eu des avancées, c'est donc grâce à une sorte de compromis entre l'intérêt du capital et ceux des travailleurs. Cependant, la mutation du capitalisme vers une logique de spéculation et de délocalisation a rendu ce compromis « obsolète », selon le mot de **Josiane Zarka.**

L'épuisement du modèle néolibéral.

Le capitalisme a, de fait, été « aménageable parce que ça coïncidait avec ses vues, et ses intérêts, c'est certain. Mais aujourd'hui, il y a un divorce profond entre les aspirations populaires et les intérêts de la reproduction du capital. » (**Pierre Zarka**). « Sa manière, aujourd'hui, c'est la désertification industrielle, c'est la régression culturelle, c'est la fin du développement de l'accès à la culture, à l'enseignement, c'est la régression en matière de santé. ».

Pour **Jean-Marie Harribey**, « Ce bouleversement arrive avec une toile de fond qui est une phase d'impasse de l'accumulation du capital, l'épuisement du modèle productiviste, d'où l'exacerbation des contradictions, sociales et écologiques, dont l'affaiblissement des gains de productivité – et donc des potentiels de création de valeur pour le Capital – est le signe. Sommes-nous devant un tournant néolibéral vers une forme libertarienne où l'état de droit disparaît, ou est remis en cause, plutôt – ainsi que ses régulations à la démocratie ? »

Alain Bihr « On peut s'interroger si les changements actuels introduisent des ruptures avec les rapports de production et les rapports sociaux antérieurs. Avec l'élection de Milei, par exemple, on observe une transformation du néolibéralisme en

Aujourd'hui, il y a un divorce profond entre les aspirations populaires et les intérêts de la reproduction du capital.

libertarianisme. Ce dernier partage nombre de postulats avec le néolibéralisme, mais en constitue une radicalisation, caractérisée par un durcissement autoritaire, la dérégulation accrue des marchés et la réduction de l'État à une formule minimale, qui liquide toute forme d'État providence, de droit social et de secteur public. Si ce saut devait se confirmer en se généralisant, il préfigurerait sans doute des agressions graves contre les salariés des administrations publiques et l'ensemble des classes populaires. Le libertarianisme paverait-il la voie vers le fascisme ? ».

Alain Bihr poursuit : « Je serais très prudent dans l'appréciation des changements qui sont en cours, par manque de recul par rapport à eux, et d'autre part, comme plusieurs intervenants l'ont souligné, le capitalisme tel qu'il existe, se reproduit à travers le changement permanent. La radicalisation du libéralisme en libertarianisme, c'est aussi une évolution peut être spectaculaire, mais qui vient à la suite de toute une série de choses qu'on a vues au cours de ces derniers lustres. »

Patrick Le Tréhondat signalait que « l'on assiste actuellement à quelque-chose auquel on ne pensait devoir jamais assister : un chef d'État qui travaille à détruire systématiquement son pouvoir d'État. Est-ce que c'est le monde ou les classes dominantes qui basculent ? Parce que ces changements ne semblent pas être une réponse à une pression de mouvements émancipateurs contre lesquels les classes dominantes se sentiraient menacées « ? Le but ? Une nouvelle organisation des classes dominantes, qui creuse les écarts.

Sylvie Larue le rappelle dans sa réflexion sur l'éducation en France : « En même temps que l'accès à un plus haut niveau de culture et d'éducation, les inégalités scolaires, les inégalités sociales, ont continué à se creuser. Et la reproduction des inégalités, elle, continue. Voire, s'accélère. Et les enfants des classes populaires n'accèdent pas dans les mêmes proportions à des hauts niveaux de culture comme d'autres enfants des classes favorisées. Et encore, ça, ça reste encore trop pour les classes dominantes… »

La reproduction des inégalités, elle, continue

L'arrivée au pouvoir de figures populistes comme Trump marque un tournant non négligeable dans l'organisation des classes dominantes : « aujourd'hui, le capitalisme ne porte plus de développement. Là, il est question aux États Unis par exemple de fermer les universités, et (…) c'est quelque chose de complètement nouveau. C'est la première fois je crois, et il ne faut pas le banaliser, que le capitalisme ne cherche plus à intégrer la population et le monde à son système, mais qu'il cherche au contraire à le rendre incapable de participer. » (**Pierre Zarka**).

Mais que cherche vraiment un Donald Trump ? **Makan Rafatdjou** a une explication : « Je ne pense pas que Trump est en train de défaire tout l'État pour, à un moment donné, ne pas avoir d'État. Ce qu'il fait au FBI, ce qu'il fait à la CIA, ce qu'il fait au Pentagone etc. d'une certaine façon, il n'est pas en train de démanteler ces machines, il est en train de démanteler dans ces machines celles et ceux qui sont contre lui. C'est à dire que demain, il peut remonter ces machines à l'image de ce qu'il souhaite. On n'est pas à l'abri de ça, et je pense qu'il ne s'en privera pas. »

Pierre Zarka : « Je pense que l'inquiétude des tenants du capitalisme est plus profonde qu›ils ne le laissent voir. Ils essayent de nous prendre de vitesse, parce qu›au fond, ils craignent que les dominés deviennent leurs fossoyeurs ».

Christophe Courtin pointe « les dégâts humains colossaux engendrés par les décisions de Musk de trancher dans l'aide internationale au développement, balayant notamment trente années de politiques de lutte contre le sida. Mais **il observe aussi que Trump et sa clique ont déjà perdu et que les marchés financiers s'inquiètent, que le boycott des produits américains s'étend.** Tesla voit ses ventes chuter de 76% en Allemagne ».

Capitalisme, remodelage du travail et révolution numérique

Josiane Zarka, « L'enjeu de la révolution numérique n'est pas seulement d'ouvrir un nouveau champ à la valorisation au capital, mais constitue pour lui « une véritable alternative à la politique » (National Science Fondation 2022). « Une « gouvernance algorithmique » se met en place dans laquelle des processus automatisés « décident », sans interactions humaines directes, de l'attribution des allocations à la CAF ou du licenciement

d'un employé chez Amazon. Au-delà des risques sociaux, il y a un danger existentiel de nous dessaisir de nos facultés de comprendre, d'exercer notre responsabilité et que tout ce qui est spécifique à l'humain soit « dévalorisé ».

Pour plusieurs intervenants, dont **Jean Marie Harribey**, « L'abandon de la question du travail par les forces progressistes explique que le patronat ait pu avancer sur ses objectifs ».

Ces changements sont marqués notamment par le management par objectif et une redéfinition patronale de la domination salariale : avec les plateformes numériques et l'auto- entreprenariat, l'individu se retrouve seul, sans droits, payé à la tâche ou à la mission face au patron tout puissant. A cela s'ajoute un renversement de la hiérarchie des normes et l'émergence de nouveaux rapports sociaux : les individus ne sont plus soumis à loi et au droit communs mais à des contrats passés de gré à gré, dans un rapport d'allégeance qui

Une bascule dans les relations internationales où les ruptures l'emportent sur les continuités du monde

fluctue en fonction du donneur d'ordre. Tout cela provoque une fragmentation des collectifs de travail affaiblissant les solidarités traditionnelles et contribuant à une démobilisation politique et sociale.

Les recompositions géopolitiques et leur implication

Catherine Destom-Bottin considère qu'avec l'émergence des BRICS, les rapports de forces internationaux se modifient en profondeur jusqu'à la contestation de l'hégémonie des États-Unis, tant sur le plan économique que sur le plan géopolitique. Cependant, **Alain Bihr** observe qu'aucun des États émergents ne constitue un modèle de démocratie politique et sociale.

Dans sa contribution **Jean-Paul Bruckert** décrit une bascule dans les relations internationales où les ruptures l'emportent sur les continuités du monde. Le monde selon lui est aujourd'hui transformé en un « Far West planétaire », la primauté de l'America First, la primauté de la force sur le multilatéral, la trahison de l'Ukraine, l'alliance avec Poutine, la dégringolade Européenne.

S'il faut synthétiser l'accent mis désormais sur la force et le mépris pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à l'autodétermination, il est clair que la position de Trump sur le conflit israélo-palestinien (la radicalisation d'une attitude américaine constante) et surtout sur la guerre d'agression de Poutine en Ukraine (un retournement) en sont les symboles. Ce dernier point représentant dans toutes ses dimensions le véritable pivot de la bascule internationale ou le nœud d'un ancien ordre international qu'il s'agit de trancher. Bref, une approche trumpiste qui correspond à l'idéologie libertarienne, un retour à un état de nature où seuls les forts l'emportent car du fait de leur puissance ils peuvent se dégager des contraintes que pourraient leur imposer un ordre international fondé sur le droit.

Cependant **Nara Cladera,** nous rappelle que nous, Européens, avons souvent une vision autocentrée des processus de radicalisation des classes dominantes et même si nous savons ce qui s'est passé en Amérique latine avec les dictatures militaires, nous n'avons pas toujours pris la mesure de ces processus qui, d'une certaine façon, avec d'énormes différences, ressemblent à l'accélération de ce qui se passe actuellement …

Alain Lacombe, lui, attire notre attention sur l'illusion de l'indépendance possible de la France et de **l'Europe** vis-à-vis des États-Unis, tant la mondialisation des capitaux s'accélère. Aubaine pour le capitalisme mondialisé, la course aux armements, le recours à la guerre est un moyen de surmonter la crise du système. Prolétaires de tous les pays, unissons-nous. Alain nous invite à inventer un nouvel internationalisme prolétarien pour s'opposer à la mondialisation capitaliste galopante. ●

Plaidoyer du vice-président étazunien J.D. Vance pour la LIBERTÉ D'EXPRESSION*
* des suprémacistes blancs
FUCK les
LGB
CENSURÉ
fs
Désolé hein, JD!

POURQUOI LES FORCES PROGRESSISTES ONT-ELLES FAIT DÉFECTION ?

LA MONTÉE DES IDÉOLOGIES RÉACTIONNAIRES ET LE RÔLE DES MOUVEMENTS D'ÉMANCIPATION

Le durcissement autoritaire des États, notamment par des restrictions démocratiques et une montée des idéologies nationalistes, le renforcement des organisations d'extrême droite à l'échelle mondiale caractérisent la période. Un paradoxe : le fait que de nombreux travailleurs soutiennent aujourd'hui des gouvernements d'extrême droite, bien que ces derniers remettent en cause leurs propres droits.

Patrick Le Tréhondat : « L'extrême droite s'est développée parce qu'elle était radicale. Elle a exprimé des points de rupture qui nous ont effrayés, contre lesquels nous sommes vraiment contre, la césure qu'ils voulaient organiser était très profonde. C'est pratiquement une coupure civilisationnelle ».

L'illusion d'un capitalisme aménageable persiste au sein des forces progressistes

Le sentiment d'abandon des classes populaires par les forces progressistes a contribué à cette dynamique.

Nara Cladera : « La question des gouvernements dits progressistes, qui n'ont pas été à la hauteur, de subvenir aux besoins des classes populaires pour faire court, et tout simplement d'avoir, au contraire, mis en place des mesures qui ont accéléré des mesures néolibérales, voire des réductions de droits. Au Brésil, avec le gouvernement de Lula, la CUT, la première centrale syndicale brésilienne, est la courroie de transmission du PT. Et justement, quand Lula arrive au pouvoir, tout le mouvement social s'arrête.

Un retard stratégique des forces progressistes

Josiane Zarka : Les forces progressistes avaient trouvé un « espace » politique et syndical dans le « compromis capital/travail » de l'après-guerre, aujourd'hui obsolète. Mais l'illusion d'un capitalisme aménageable persiste au sein des forces progressistes, empêchant une véritable remise en cause du système. Leurs stratégies et leurs pratiques sont restées adaptées à cette période et à cette illusion.

Pierre Zarka : **«** Je crois que le mouvement démocratique se trompe d'époque. Il est encore en quête de négociations, de compromis qu'un capitalisme ne peut plus accepter. Et toute tentative d'arracher un compromis date d'une époque révolue, et développe un sentiment d'impuissance qui pèse non seulement sur le moral, mais sur les capacités de mobilisation ».

L'incapacité des mouvements d'émancipation à proposer une alternative crédible aux transformations actuelles conduit à une forme de paralysie politique. L'échec des mobilisations récentes, notamment sur la question des retraites, illustre cette difficulté à articuler un projet de rupture avec le système en place.

Jean Marie Harribey : « Il me semble que les forces en faveur de l'émancipation n'ont pas pris suffisamment la mesure de ce qui se déroulait depuis

plusieurs décennies, parce que le libertarisme a été pensé pendant les années de l'entre-deux-guerres. Hayek a commencé à réfléchir à déréguler complètement l'économie, la société, réalisant ce que le travail, la terre et la monnaie seraient privatisés. L'exemple le plus révélateur est la façon dont les forces de l'émancipation ont déserté la réflexion et la stratégie, avec l'abandon de la question du travail. Au fur et à mesure que le travail a été dégradé et soumis au management par objectif, patiemment, les classes dominantes ont avancé leur pion pour aboutir à la situation d'aujourd'hui.
Bref, les fausses pistes sur la question du travail qui me paraît essentielle et dont la conséquence politique et stratégique, a été l'invisibilisation des classes populaires. Déjà, dans la sociologie bien-pensante, les classes sociales avaient disparu et les classes populaires n'avaient même plus le droit d'exister et d'être soutenues. Parallèlement, à cette désertion sur la question du travail, il y a eu un fourvoiement théorique et stratégique sur la question de l'écologie. Car l'écologie politique s'est progressivement fourvoyée, en envisageant un rapport à la nature coupé des rapports sociaux de production. Ce qui l'a conduit à reprendre à son compte un certain nombre de préceptes de conception de l'économie néoclassique de l'environnement, par exemple sur la dite valeur économique intrinsèque de la nature, ou bien sur le paiement des services écosystémiques, qui était l'antichambre de la financiarisation de la nature ».

Alain Lacombe : « Sur la sécurité sociale, par exemple, on s'est beaucoup battu pour préserver les acquis, la sécurité sociale, les acquis sociaux. Ça ne nous a pas empêché de beaucoup reculer. Mais par contre, où on ne s'est pas du tout battu, ou pratiquement pas, c'est au moment où on a supprimé les élections à la sécurité sociale. C'est-à-dire qu'on a dessaisi les travailleurs de leur pouvoir de gérer leurs cotisations, les cotisations qui leur appartenaient. Là, on n'a pas mené la bataille politique ». ●

LA NÉCESSITÉ D'UNE REFONTE DES PRATIQUES MILITANTES

Plusieurs intervenants appellent à repenser les modes d'action et d'organisation pour s'adapter à un contexte en mutation. L'objectif ne serait plus d'aménager le capitalisme, mais d'imaginer un modèle de société fondé sur des principes alternatifs, intégrant à la fois les impératifs écologiques et les enjeux de justice sociale et construire une nouvelle façon d'articuler individu et collectif.

Dominique Belougne : « Il nous faut aider à dégager ou à redonner au peuple, en tout cas aux acteurs humains et sociaux, l'envie de se réengager en politique, de se réengager dans le mouvement social, de se réengager dans la vie associative, de reconstruire une articulation dialectique entre l'émancipation individuelle de tous et de chacun. La notion de collectif, pendant trop longtemps a été utilisée comme enfermant la dimension individuelle ou la contraignant au lieu de lui permettre de se développer jusqu'au bout ».

La question du post-capitalisme est enfin rouverte

D'autres pistes sont évoquées comme repolitiser la question du travail, en redonnant du sens aux collectifs de travail et en réhabilitant les luttes sociales. Pour **Jean Marie Harribey** il faut d'une part réhabiliter le travail, redéfinir ses finalités, lui redonner du sens, pour le dire tout simplement, parce que la protection des travailleurs et la protection du vivant sont les deux faces d'une même pièce. Ce qui veut dire qu'aujourd'hui la question du post-capitalisme est enfin rouverte.

Nara Cladera poursuit : « Le syndicalisme est un outil très puissant, dans l'espace du travail, c'est un espace d'échange, un espace politique. Et parce qu'on a, dans les collectifs de travail, justement, l'analyse de notre propre travail et de ce qui est en train de se passer, inévitablement, c'est un espace politique où il se passe une réflexion collective.

Développer une alternative au modèle économique dominant, en intégrant la question écologique comme un enjeu central.

Josiane Zarka : « Il n'y a pas que le capitalisme qui fait système, il y a aussi les stratégies d'ensemble du mouvement progressiste, qu'elles soient syndicales, politiques, associatives. La plus grande urgence, avec la fin de ce compromis c'est de revoir dans leur cohérence l'ensemble des pratiques politiques. Et peut-être syndicales, traditionnelles, y compris la place des élus.

Pierre Zarka « Mesurons combien la vie politique et syndicale est en deçà de ce qui commence à germer, et combien le potentiel populaire est plus important qu'on ne le pense. Vouloir par exemple récupérer les 173 milliards d'impôts et du travail offerts aux entreprises du CAC 40 n'apparaît pas aujourd'hui comme un objectif pour répondre à des tas de revendications ».

Makan Rafatdjou : « La radicalité de l'alternative, c'est sortir de la colonisation par le capital, des imaginaires. Aujourd'hui, dans l'ensemble des services publics, que ce soit l'éducation, la santé, le logement, l'énergie, etc., on doit se mobiliser pour rendre les gens autonomes et les impliquer dans la façon dont on les pense. C'est-à-dire que les services publics, ce sont des services

que nous rendons à nous-mêmes. Ce n'est pas seulement d'autres qui nous le rendent à nous, ou la société extérieure à nous qui nous le rend.

Construire de nouvelles formes d'organisation et d'action, adaptées aux réalités actuelles et capables de mobiliser efficacement

Josiane Zarka : « S'il y avait une recommandation peut-être à faire et à réfléchir, c'est que les élus ne s'enferment plus dans les institutions, mais que le centre de gravité de leurs actions, c'est de se déplacer vers la mobilisation populaire. Les luttes doivent changer de nature, qu'elles soient politiques ou syndicales, et qu'elles s'attaquent plus directement, plus frontalement au cadre capitaliste. Il faut qu'on développe des luttes et des expérimentations qui ne cherchent plus seulement à faire pression sur le haut, mais qui cherchent directement à transformer la société, comme les coopératives, les Amap, les médias basiques ou même ce qui s'est fait plus récemment avec l'A69 »

Dominique Belougne : « Qui décide des contenus de la nouvelle société dans laquelle on a envie de vivre ? Moi je n'ai pas envie que ce soit une nouvelle élite, qualifiée de « révolutionnaire », d'ailleurs auto-déclarée « révolutionnaire », qui décide. Il faut découvrir ensemble

Une perspective où l'émancipation ne se joue pas dans l'« en-dehors » du travail mais dans sa réappropriation

ce qu'on va construire de commun, de nouveau, d'utile, et qui va répondre aux aspirations et aux attentes ».

Pierre Zarka : « Cela pose la question de notre regard sur le rôle du peuple dont quelqu'un a dit qu'il ne suffit pas qu'il proteste mais qu'il soit au niveau de la genèse des propositions et du post capitalisme. Je crois, et ça rejoint un peu d'une certaine manière ce que disait Jean Marie à propos du travail, qu'il y a quelque chose qui devrait nous interroger sur la manière dont on présente qui est porteur, qui est garant du devenir de la société.

Depuis le mouvement sur les retraites, les personnages principaux et ça continue dans l'esprit des gens, ont été les éboueurs, les raffineurs de pétrole, avec le covid, les soignants, ça a été les enseignants, les cheminots. Le monde du travail redevient indispensable. Alors il redevient indispensable pour le fonctionnement de la société, mais nous n'osons pas faire en sorte qu'ils deviennent indispensables pour le combat politique. Et quand je dis le combat politique, c'est pour la pensée politique, pour l'élaboration de solutions. Il y a des exemples qui ont été pris tout à l'heure en disant : il y a des initiatives ponctuelles de caractère autogestionnaire mais nous n'en faisons pas la règle générale et nous continuons à faire en sorte qu'on les considère comme des exceptions, de talent mais des exceptions ».

Christophe Courtin : « D'autant plus que le point commun de toutes nos luttes, ce sont les rapports de domination. On peut expliquer le capitalisme par les rapports de domination. Je pense que c'est vraiment un fil conducteur et ce qui me paraît une piste à creuser, pour agréger, pour donner un nouveau récit, à l'exemple des luttes féministes en général. Dans le sens où elles sont sur un avenir d'émancipation ».

Makan Rafatdjou : « Le capitalisme a anticipé à chaque fois les changements qu'il voulait. Et je pense que le mouvement ouvrier, pour aller vite, le mouvement d'émancipation, au-delà du grand récit, a besoin de cette capacité proactive. Et de la même façon dans le monde de travail, il faut bien entendu que les travailleurs puissent être maîtres de décisions dans le monde de travail, mais le monde de travail n'appartient pas qu'aux travailleurs, il appartient à l'ensemble des citoyens, sur les finalités de ce qu'on produit, sur les modalités de ce qu'on produit, etc. Il faut le faire avec les travailleurs, mais c'est aussi une façon de sortir de la dichotomie entre travail et vie, entre sphère de travail et sphère de vie. Et là-dessus aussi, le capital nous a enfermés dans son imaginaire ».

Pierre Zarka : « C'est une question de considérer que l'alpha et l'oméga de la construction politique, c'est le peuple. Qu'il faille que le peuple trouve des moyens de s'organiser collectivement, c'est une chose, mais ça ne passe pas forcément par la construction d'un appareil qui, à partir d'un moment, réclame qu'on lui délègue son savoir, son pouvoir, ses capacités de pensée, et on est dans de la verticalité. Et on voit bien que ça, ça ne marche plus ».

Du déjà là en Serbie…

Patrick Le Tréhondat : « C'est une leçon politique magistrale que nous a donné le mouvement étudiant le 9 mars, qui a fait une déclaration au peuple serbe, alors que c'est le mouvement étudiant qui a emmené la contestation depuis décembre 2024. Le mouvement étudiant a déclaré qu'il ne pouvait pas diriger le pays, il ne pouvait pas construire l'alternative : nous sommes – dit-il - un secteur particulier de la population, nous sommes un secteur particulier de ce pays, et nous ne pouvons pas prétendre à diriger le mouvement de contestation. Vous, travailleurs, paysans, pharmaciens, chauffeurs de taxi, acteurs de théâtre, réunissez-vous dans vos AG, dressez vos revendications, décidez ce que vous voulez faire de la Serbie de demain. Mais nous, quoique nous sommes un mouvement puissant en Serbie, nous vous le disons tout de suite, nous ne dirigerons pas le mouvement de contestation ». ●

N'ABANDONNONS PAS LE TRAVAIL (SUITE)

***Cerises* a sollicité des syndicalistes en leur demandant de réagir au dossier du précédent numéro.**

TRAVAIL : PARLER DU RÉEL POUR CONSTRUIRE L'UTOPIE

Parler du travail renvoie nécessairement à la manière dont les organisations syndicales de lutte et de transformation sociale, se saisissent de celui-ci et le mettent en discussion. Pour ce faire, il est important de penser l'action syndicale au plus près des salarié-es, pour comprendre et agir avec eux avec elles sur leur situation quotidienne. Cela peut paraître évident, mais à la fois les contraintes institutionnelles et les pratiques délégataires dans lesquelles un certain nombre de militant-es syndicales peuvent s'enfermer, empêchent parfois d'aller dans le sens d'une compréhension fine de ce qui se joue dans le quotidien des salarié-es et plus précisément dans leur vécu du travail.

En effet, les reconfigurations de la représentation des salarié-es dans les entreprises, qui est allée dans le sens d'une centralisation et d'un éloignement du terrain, ne contribuent pas à développer une pratique de proximité. Le cas de l'élargissement des périmètres des Instances représentatives du personnel (notamment en ce qui concernait les ex-DP et les ex-CHSCT), pose par exemple la question de l'affaiblissement dans les connaissances concrètes des conditions de travail par les élu-es du personnel.

Malgré ces difficultés d'éloignement auxquelles se confrontent les équipes, il convient de mettre en avant dans nos pratiques syndicales la nécessite de créer en permanence des espaces et des moments de discussion avec les salarié-es, afin de comprendre ce qu'ils elles déploient dans leur travail, ce qu'ils elles souhaitent préserver ou développer. **C'est donc par le détail de l'activité sur ce qui se passe dans les lieux de travail que nous pouvons saisir les conséquences concrètes du capitalisme sur les conditions de travail des collègues**. Il s'agit de permettre l'expression sur les conditions concrètes de l'exploitation. S'intéresser à la parole individuelle des salarié-es sur le travail, c'est construire de manière collective les revendications sur les transformations immédiates à obtenir par la mobilisation. Parler concrètement du travail permet de développer du lien, de comprendre que ce qui nous arrive au travail ce n'est pas une question individuelle et personnelle, mais qu'il s'agit entre autres des organisations du travail qui nécessitent d'être totalement repensées.

La réflexion sur le travail ne se cantonne pas uniquement à la compréhension et aux revendications immédiates. **Cette démarche qui donne la parole peut permettre d'aller plus loin sur la manière dont nous souhaitons transformer et organiser le travail. C'est là que s'articulent les revendications immédiates avec la construction d'un projet de société en dehors du système capitaliste.**

A Solidaires, les formations syndicales sur les conditions de travail et plus précisément sur les enquêtes syndicales sur le travail, sont un espace qui permet de transmettre les enjeux de cette pratique militante, afin de comprendre les mécanismes concrets de l'exploitation à partir de la parole sur le travail. Il s'agit de donner une place centrale au récit des salarié-es pour construire l'action syndicale revendicative, c'est-à-dire partir du concret pour élaborer une analyse collective et politisée de nos conditions matérielles d'existence.

● **Lina Cardenas**
militante de l'Union syndicale Solidaires

LA FONCTION PUBLIQUE : REVALORISER L'HUMAIN AU SERVICE DES TERRITOIRES

La fonction publique territoriale est l'un des socles de la solidarité républicaine assurant l'égal accès des citoyens à leurs droits essentiels. Plus qu'une profession, des compétences et des missions spécifiques, c'est le choix d'une activité quotidienne, au sein d'un territoire, au service de ses habitants. Une activité en crise profonde. L'érosion continue du sens qui a animé longtemps la vocation du service public et l'assèchement de la dynamique politique fragilisent à la fois les agents et le pacte républicain.

La fragmentation des compétences entre collectivités, censée renforcer l'efficacité des services, crée une série de blocages et de concurrences absurdes. Les agents territoriaux sont soumis à un système devenu technocratique, dépossédés de leur capacité à agir avec l'intelligence, souplesse et créativité que réclame le terrain. **Le sens du travail se perd lorsque la finalité du service n'est plus la satisfaction de l'usager mais le respect d'indicateurs abstraits.**

La transformation profonde du management territorial par une culture de l'évaluation et de la performance favorisant une gestion verticale, autoritaire, une injonction contradictoire à faire plus et mieux avec moins, et une pression constante des contraintes organisationnelles irréalisables, alimente le mal-être des agents.

Cette crise relève aussi d'une dévalorisation matérielle. Le gel du point d'indice, la stagnation des rémunérations, la précarisation des contrats (plus de 20% en moyenne des agents territoriaux) traduisent un message clair : les territoriaux sont vus comme une charge, un coût à réduire, une variable d'ajustement budgétaire.

C'est aussi une crise politique. Les discours publics sur les « privilèges » des fonctionnaires, les critiques sur la lourdeur du service public, les appels à la réforme permanente traduisent un mépris structurel à l'égard du travail territorial. La baisse des dotations de l'État et les transferts de compétence toujours plus importants obligent les élus à des choix de gestion à court terme au détriment d'une vision politique à long terme, et des logiques comptables entravent toute capacité d'innovation et d'adaptation aux besoins réels de la population. **L'absence de marge de manœuvre réduit alors les compétences à des gestes administratifs dénués de sens, et la perte de sens devient perte de soi.**

La perte de créativité politique induit aussi une défiance des agents envers leurs propres élus, perçus comme impuissants, déconnectés ou désorientés. En retour, les élus se méfient des services qu'ils considèrent comme rétifs au changement. Ce cercle vicieux fragilise l'ensemble de la structure territoriale.

Mobiliser les savoirs, savoir-faire, expériences et expertises propres des agents dans la fabrique des solutions c'est redonner du sens, en faire des acteurs du changement, des créateurs de solutions, des porteurs de valeurs républicaines, des vecteurs de lien social. Le service public est une œuvre commune, où sa qualité et son efficacité sont à la mesure de l'implication individuelle dans le collectif. **Pour redonner confiance aux habitants dans l'action publique, il faut des agents fiers de bien faire leur travail et pleinement reconnus. C'est la clé d'un service public vivant au service des citoyens et des territoires.**

● **Nathalie Buisson** UFICT-CGT

UN SYNDICALISME AU CŒUR DU TRAVAIL

Dans le secteur de l'Éducation, le Snep-FSU développe des pratiques syndicales qui mettent au cœur la question du travail. Enseigner est un métier complexe, un métier qui s'apprend : permettre aux élèves de s'émanciper en s'appropriant les éléments essentiels d'une culture sportive et artistique, les mettre en activité quel que soit le rapport qu'ils et elles entretiennent avec les Pratiques Physiques Sportives et Artistiques nécessite une expertise qui se construit tout au long de la carrière en formation initiale, en formation continue, et à travers l'expérience de tous les jours. C'est faire sans cesse des choix, construire des contenus adaptés, agir en expert dans la pratique en étant capable de reconnaître des conduites typiques d'élèves pour prendre les bonnes décisions et… Et beaucoup, beaucoup d'autres choses encore.

Les « disputes » sur les choix à effectuer sont nombreuses. Quelle doit être la place de la performance en EPS ? Avons-nous besoin d'un programme et d'une certification en EPS ? Quelle est la place des émotions en EPS ? Faut-il des barèmes non mixtes ? Faut-il tester les élèves à chaque rentrée ? Ce sont des exemples de thèmes des soirées de l'EPS choisies par le SNEP-FSU pour proposer des regards croisés et variés sur le monde de l'Éducation Physique et Sportive, et donner des pistes pour faire évoluer les pratiques enseignantes. C'est le cœur du métier.

A la question faut-il des programmes ? Le Snep-FSU affirme que l'absence d'exigences communes accentue les inégalités. Les programmes actuels sont en effet très vagues sur les savoirs attendus et renvoient à des définitions locales. Face à ce vide, le syndicat a construit des programmes alternatifs en associant à leur rédaction de nombreux collègues d'EPS grâce aux stages syndicaux.

Le Snep-FSU a aussi créé le Centre EPS et Société et produit la revue Contrepied diffusée à l'ensemble des syndiqué·es : étude des APS, controverses, compte-rendu de pratiques, bibliographie, la revue est une mine pour les enseignant.e.s que nous sommes. Pour moi, les stages, la revue, les soirées de l'EPS sont devenues quasiment ma seule occasion de formation continue, sachant que ce qui est organisé par l'institution est soit peu accessible, soit hors sol.

Mon syndicat me permet de continuer à être une enseignante conceptrice des contenus à enseigner.

C'est d'ailleurs un enjeu pour toutes et tous dans l'Éducation, rester maître de ses choix pédagogiques et didactiques, en se confrontant au rapport entre liberté pédagogique et visée d'une culture commune. Or aujourd'hui l'Intelligence Artificielle vient bousculer cet équilibre. Le Snes-FSU signataire du Manifeste Hiatus - Résister à l'IA et son monde -, met le doigt sur l'amplification du processus de déqualification et de dépossession vis-à-vis de l'outil de travail et de renforcement du contrôle managérial. Il est urgent de prendre la mesure de l'enjeu et d'intégrer cette nouvelle dimension à nos luttes.

- **Sylvie Larue**, professeur d'EPS

CENTRE D'APPELS : SURVEILLER ET PUNIR

En réception ou en émission, le travail des centres d'appels sous-traitants est souvent décrié, et vu à juste titre, comme la reproduction moderne des usines régies par le Taylorisme. Le milieu ne fait guère rêver avec des plateaux regroupant des centaines de salarié-es en production, surveiller en continue tant sur les cadences que sur le vocabulaire utilisé voir le niveau de sourire. À cela s'ajoutent des milliers d'histoires qui rythment le quotidien des salarié-es via des clients / usager vociférant et insultant et des pratiques inhumaines comme les salarié-es dormant sur la moquette pendant la Covid aux philippines en passant par la mort récente d'une salariée sur son siège en Espagne, sans oublier la déculturation forcée pour ne pas éveiller le soupçon de délocalisation…

Évidemment ce type de « traitement » provoque un turn-over avoisinant les 30 % en France et un taux d'absentéisme d'environ 20 %. Il faut dire qu'entre les contrats précaires, l'organisation du temps de travail flexibilisé à son paroxysme et le SMIC, le patronat s'applique à compléter le décor pour ne pas donner envie de se construire un futur dans le méwwwwtier. D'ailleurs, le dernier accord social de branche « permettant d'améliorer » la situation, date de 2002 ! Depuis la solution mise en place par le patronat consiste à augmenter sans cesse le prix des mutuelles et de la prévoyance afin de trouver un équilibre au lieu de s'arrêter sur le cœur du problème : Qu'est ce qui génère autant de souffrance dans ce secteur ?

Avec le temps, le métier s'est considérablement diversifié en termes des modes de contacts (sms, chat, gestion de bot…). En dehors des appels, il n'est plus rare d'avoir en Asie ou en Afrique des centres qui gèrent du back office, de l'entraînement de clic pour l'IA ou de la modération pour Tik tok avec tous les risques que génère ce type de travail répétitif. Pire le travail de modération, oblige des salarié-s à visionner à répétition des vidéos heurtant la moralité ou l'éthique tout cela sans forcément avoir un support psychologique. De même, les secteurs d'activités ayant recours aux appels a aussi considérablement changé puisque les banques, les assurances comme le secteur public passent de plus en plus par des centres d'appels afin de fermer des boutiques ou des lieux d'accueil pour les usagers. Cette diversification de type d'activité entraîne aussi une demande d'adaptabilité et de polyvalence pour les salarié-es qui bien souvent ne sont pas accompagné·es par des formations dignes de ce nom.

L'intelligence artificielle qui aurait pu être une aide au travail pour alléger les cadences est aujourd'hui source de stress pour l'avenir de l'emploi à long terme. Pour l'instant il s'agit d'une augmentation du contrôle qualité des appels avec une analyse continue des appels ou des propositions de réponses « obligatoire » comme les bons vieux scripts. À cela s'ajoute un retour en arrière puisqu'une partie de la recherche porte sur l'effacement culturel et des émotions via une IA qui modifie le ton ou les accents pour imposer un sourire et une prononciation monocorde.

Face à cela le travail syndical est bien compliqué puisqu'il est difficile d'organiser des travailleurs-ses qui sur le fond ne sont que de passage et parfois 100% en télétravail ou avec des contrats précaires. Les syndicats, si sur le fond ont des divergences similaires aux autres secteurs, arrivent régulièrement à créer des intersyndicales de branche pour lutter sur les salaires. **À cela, vu le côté international de l'organisation du secteur, le syndicat SUD a construit avec l'UGTT (Tunisie) un réseau international des centres d'appels.** Ce réseau a pu aider à la construction de syndicat ou à former des syndicalistes afin de lutter dans les multinationales du secteur et parfois de mener ensemble des grèves.

Frédéric Madelin, Sud- Prestataires de services dans le secteur tertiaire

Ouvrir sur les possibles

Pour Pierre Goldberg Il y a urgence de nous débarrasser du sentiment d'impuissance. Il déplore que le peuple et ses capacités ne soient pas pris en compte par les partis de gauche. Il faut bousculer notre manière de penser.
Quid du communisme ? Son incursion dans le passé explore ce qui a échoué à l'est et même à l'ouest : se considérer comme le guide d'un peuple juste bon à faire confiance. Alors que pour Marx : « le communisme est la mise en mouvement du peuple ». Je devrais écrire « eux », car Michèle sa compagne, analyse la nécessité d'en finir avec le système représentatif, qui a conduit au nom du réalisme, le PCF à évacuer le mot *communisme*, s'interdisant de voir que les luttes portaient de fait des germes de communisme.
On vient au « déjà-là du communisme ».
2 novations en 1946 : La Sécu avec à l'époque, les prémices d'une gestion hors de l'appareil d'État ; le statut de la fonction publique qui consacre la suprématie de la qualification sur le poste. Une modification du rapport salarial. L'auteur regrette que ni le PCF ni les syndicats n'aient su y déceler des germes à généraliser. Il interroge ce que l'on peut tirer des expérimentations actuelles de maîtrise du travail par les intéressé/es, du devenir écologique. Il cite les salariés de Bergère, de Duralex. Ce qui conduit à Gramsci, disant que le capitalisme est en train de perdre son hégémonie idéologique.
Pour ce livre, le communisme n'est pas un acte de foi, mais une construction inscrite dans les contradictions du capitalisme.

● **Pierre Zarka**

Ouvrir sur les possibles. Pierre Goldberg

Habiter ensemble autrement

C'est un panorama complet de l'habitat collectif que nous livrent les deux auteures : cités ouvrières, cités jardin, habitat groupé des années 70 puis du début du XXI° siècle, écoquartiers, jusqu'à diverses formes d'habitat groupé écolo et/ou social, ou aux squats. Plus ou moins autogéré, avec une place variable dédiée au collectif, cette revue fort documentée fourmille de précisions concrètes, d'exemples, livrant des concepts juste ce qui est nécessaire pour comprendre au mieux chacune des expériences présentées.
Plusieurs dimensions sont abordées, le plus souvent de façon franche et sans ambiguïtés : les aspects économiques, la construction des projets, leur élan et leurs difficultés -parfois- à vivre, l'usure face à un marché immobilier hostile -forcément ! et d'un individualisme ancré dans « notre » société de dominations.
Dans l'ensemble l'habitat collectif connaît des hauts et des bas, au fil des pressions du contexte et du passage de générations. Il résiste depuis un siècle et demi.
La forme coopérative aurait pu faire l'objet d'un traitement particulier, les auteures ont fait un autre choix, plus pragmatique (?). Voici une très belle entrée en matière dans un champ social essentiel. Pour celles et ceux qui connaissent, les découvertes ne manquent pas au détour des pages et cette vue d'ensemble favorise une vraie réflexion. De la belle ouvrage !

● **Patrick Vassallo**

Michel BERNARD & Anne-Sophie Clemençon, « *Habiter ensemble autrement* », Éditions Le passager clandestin, 2025, 272 p., 29€

Jean-Marie Serreau

Sylvie Challaye et Romain Fohr, qui animent le « chantier Serreau » nous proposent dans une fort belle préface, claire et intelligente un essentiel de Jean-Marie Serreau qui recale le dramaturge, son œuvre et toute sa démarche dans ces années qui virent émerger la « démocratisation culturelle », les maisons de la Culture, le TNP, les premiers Festival (dont Cannes) ou la Cartoucherie de Vincennes…
Suivent des textes et transcriptions d'interventions inédites, parfois de quelques lignes où s'exprime un précurseur esthétique et politique, parfois visionnaire (au sens de la visée). Militant de la créolisation des imaginaires, il prônait le théâtre, la théâtralisation des possibles. L'invention du monde commence aussi là. De « D'abord abattre les murs » (1er des textes publiés ici) à « de nouvelles humanités », le dernier chapitre, quel « programme » où s'énonce pourquoi et comment reconstruire (y compris physiquement le(s) théâtre(s). Serreau voulait des équipements légers et polyvalents qui aillent vers les gens, pour faire du théâtre une « fête sociale », une création continue s'inventant avec et par le public. Convoquant Brecht, Kateb Yacine, ou Aimé Césaire, c'est une belle somme d'intelligence qui nous est proposée. Sa réflexion sur l'homme algérien (dans les dernières pages) est d'une surprenante actualité.
Cerises reviendra à l'automne sur le chantier Serreau dont une séquence se tiendra pendant le prochain festival d'Avignon.

● **Patrick Vassallo**

Sylvie Chalaye, Romain Fohr, Jean-Marie Serreau, Actes Sud-papiers, 2025, 144 p., 16€

Le capitalisme est un cannibalisme

Cet ouvrage dense et fluide regroupe des interventions séparées reprises et complétées dans une parfaite cohérence explicitée par le sous-titre « *Comment notre système dévore la démocratie, les liens sociaux, la planète - et ce qu'on peut faire pour y remédier* ».
Enseignante très engagée, la philosophe a développé une œuvre en débat avec les autres figures de la théorie critique, qui se focalise sur le féminisme et la justice sociale dans sa globalité (redistribution, reconnaissance et représentation) et analyse aussi bien les évolutions du (néo)libéralisme que des oppositions qu'il suscite.
Ici, les méfaits systémiques du capitalisme sur la reproduction sociale (tout ce que nous faisons pour prendre soin de nous-mêmes et nous développer), la nature, la démocratie, et ses dimensions intrinsèquement racialistes, parasitaires et surtout omnivore (impactant toutes nos sphères de vie, d'activité et de relation), font l'objet d'une critique décapante accompagnée de pistes de sortie.
Avec pour principal souci une contre-hégémonie qui transformerait la cacophonie actuelle des discours des opposants dans leur diversité en un projet de transformation sociale partagé. Son chapitre «*Un os à ronger*» condense quelques propositions pour «un socialisme du XXI^{ème} siècle» aussi radicales et intéressantes que discutables.
A verser en urgence aux débats pour que l'impératif d'une alternative post-capitaliste, inventions et expériences collectives chemin faisant, ne se trompe ni dans ses finalités ni dans ses modalités, et surtout ne s'interdise aucune audace !

● **Makan Rafatdjou**

Nancy Fraser, *Le capitalisme est un cannibalisme*, Agone, 2025, 285 p., 21 €

Mais où est passée l'émancipation ?

«Étrangement, le mot «émancipation», dans son sens d'origine, est presque absent du langage commun. Se déprendre des tutelles et des contraintes ne serait donc plus l'objectif de chacun d'entre nous ?» Dans la droite filiation de tout son œuvre, ce constat et cette interrogation sont au cœur de l'ouvrage de notre amie historienne.
Fourmillant d'exemples et d'analyses historiques et contemporaines, il invite à un voyage, sans carte mais plein de jalons ordinaires et de repères fondamentaux, à travers l'histoire et la géographie, et les différentes dimensions de chaque vie, une et multiple, à la recherche de l'émancipation, ses surgissements révolutionnaires, dévoiements idéologiques, travestissements individualistes, inversions en servitude, et persistances dans nos espérances ! Bref, ses présences et absences, forces et fragilités : humaines...trop humaines !
La couverture de P. Klee illustre bien l'entrecroisement des traces : qu'est-ce qu'il y a d'historique et de traces de futur dans le présent ? de présent dans l'histoire ? de prospectif dans le rétrospectif ?
On est porté par cette enquête qui, sans en avoir l'air et que l'on y prenne garde, prend des allures de manifeste ! Un manifeste différent, qui ne vise pas la fracture adhésion/rejet. Une mêlée descriptive et interrogative qui aborde l'émancipation par divers biais au service d'un objectif : toi qui lis...réfléchis...penses par toi-même. Manière subtile de faire cheminer chacun-e vers cette première condition de l'émancipation !

● **Makan Rafatdjou**

Mais où est passée l'émancipation ? Michèle Riot-Sarcey, Éditions du Dehors, 2025, 140 p., 16,90 €

Le capitalisme de l'apocalypse

Après l'histoire intellectuelle du néolibéralisme (*Les Globalistes*, Seuil 2022) l'auteur se concentre sur ses ravages et sa logique intrinsèque à franchir des seuils de rupture ! D'où sa pleine responsabilité dans l'aggravation des catastrophes écologiques, du réchauffement climatique, et des dangers anthropologiques liés à la fuite en avant (bio-éco-socio-technologiques). Aujourd'hui ses obsessions de marchandisation, de profit et d'accumulation, prônées hier par quelques dangereux illuminés, sont devenues généralisées, sans foi, et bientôt sans autres lois que les siennes propres. Le néolibéralisme a pour rêve une entreprise-monde et un monde-entreprise. A son stade mondial, il se veut omnipotent, prenant pour principale cible la démocratie, entendue comme un État de droit visant a minima à réguler des cohésions politiques et un bien-être sociétal stabilisant les cadres nationaux de souveraineté. Face au moindre risque de résistance à ses impacts mortifères et de lutte contre le règne absolu et partout de ses logiques privatives et managériales, il a pour levier vital l'étatisme autoritaire et la domination autocratique, et pour corollaire la fragmentation sociale, le fractionnement.
Mais, si ce qui est détaillé comme la généralisation du «stade Dubaï du capitalisme» (M. Davis), et des logiques autophages (A. Japp), d'enclavement du monde (M. Di Cintio), de confiscation et d'expulsion (S. Sassen) du néolibéralisme mènent droit à la désintégration politique, la riposte est-elle la défense d'une démocratie qui a permis tout cela ? Ou uniquement sa refondation radicale et urgente ?

● **Makan Rafatdjou**

Le capitalisme de l'apocalypse, Quin Slobodian, Éditions du Seuil, 2025, 384 p., 25,50 €

©formesdesluttes.org

cerises la coopérative

Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant·e·s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires.
Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/

Ça Pass ou ça casse

L'Éducation Nationale nous a habitués aux informations livrées par Cnews, aux bruits de couloirs et aux coupes budgétaires à la machette. Fermer des classes ? Passer des réformes à moyens constants ? Un classique. Rendre des millions d'euros alors que les classes sont surchargées et les établissements tombent en ruine ? C'est un peu comme souffler dans le cul d'un chien : certains rient, d'autres trouvent ça simplement indécent.

30 janvier 2025. La Direction Générale de l'Enseignement Scolaire (Dgesco) informe les chefs d'établissement que le montant des crédits pour la part collective du Pass Culture - 20 à 30 euros par élève, de la 6e à la terminale, à dépenser dans des projets artistiques et culturels, des interventions d'artistes, des sorties etc. - est limitée à 50 millions d'euros pour le premier semestre 2025 et qu'il ne reste que 10 à 13 millions d'euros pour les projets qui seraient validés… avant le 31 janvier.

Incrédulité et branle-bas de combat dans les établissements. Certains intervenants prévus en fin d'année n'ont pas été enregistrés sur la plateforme ADAGE. Les projets tombent à l'eau.

Pourquoi ? Parce que l'Éducation Nationale n'avait juste pas prévu correctement son budget : 25 euros par collégien, 30 pour les secondes et les élèves en CAP, 20 pour les premières et terminales. La Cour des comptes a calculé un montant théorique à allouer de 138 millions d'euros. Pas 75 millions.

Cette somme, c'était permettre à l'École de démocratiser l'accès à la culture. Or, si le capitalisme a développé la culture, (Cf le dossier), c'est parce que ça l'arrangeait. Mais « l'accès d'un plus grand nombre à un plus haut niveau de culture a conduit aussi à des exigences de démocratie plus fortes. » Et ça, ce n'est plus acceptable.

Le rapport de la Cour des Comptes enfonce le clou : « l'éducation artistique et culturelle ne peut pas avoir pour fonction d'assurer l'équilibre économique voire la survie d'acteurs culturels qui trouveraient un débouché dans l'animation culturelle pour les scolaires » (Le Figaro du 14 février 2025). Et puisqu'on finance, il faut « procéder à des contrôles quantitatifs et qualitatifs des prestations financées ».

Qu'est-ce à dire ? Les profs choisiraient mal leurs intervenants ? N'est-ce pas aux pédagogues de déterminer ce qui est pédagogique ? Est-ce une vision pédagogique qui autorise les enfants à utiliser l'argent de leur Pass culture individuel pour aller au Puy Du Fou ? Cette déformation de l'Histoire défendue par l'extrême droite ?

Couper les crédits sans prévenir. Un moyen de rabaisser à la fois les profs et les professionnels de la culture qui, après tout, n'ont qu'à faire du bénévolat – le pass culture leur fait déjà de la pub : « La plateforme permet (aux professionnels) de **promouvoir de manière autonome et gratuite leur programmation culturelle et de proposer des offres artistiques et culturelles, gratuites ou payantes**, à destination des jeunes » (pass.culture.fr)

Cultiver les enfants, ça ne produit rien. Ça gâche de l'argent public pour nourrir des saltimbanques sur lesquels on n'a aucun contrôle. Revenons-en aux fondamentaux : lire écrire compter. A bas coût. Et ensuite, les envoyer bosser.

● **Alexandra Pichardie**